



HAL
open science

”Pierre Mauroy entre politique et éducation populaire 1951-1969”

Laurent Besse

► **To cite this version:**

Laurent Besse. ”Pierre Mauroy entre politique et éducation populaire 1951-1969”. Revue du Nord. Collection Histoire (Hors série), 2018, Revue du Nord, Histoire, hors-série n°36, pp.19-36. hal-04462617

HAL Id: hal-04462617

<https://univ-tours.hal.science/hal-04462617>

Submitted on 16 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PIERRE MAUROY ENTRE POLITIQUE ET EDUCATION POPULAIRE 1951-1969

paru dans Jean-Marie Guislin (dir.), « Pierre Mauroy et la culture », *Revue du Nord*, HS n° 36, 2018, p. 19-36.

Laurent Besse, MCF IUT de Tours, Cethis, EA 6298

(Version avant mise en page et correction par l'éditeur. Des coquilles peuvent subsister).

Les articles publiés au moment de la mort de Pierre Mauroy en 2013 n'ont accordé qu'une place minimale à son action dans l'éducation populaire, se contentant au mieux de mentionner que, tout jeune militant socialiste, il avait fondé la Fédération Léo Lagrange en 1951¹. Cet oubli contraste avec la ferveur qui entoure le souvenir de Pierre Mauroy dans « sa » fédération Léo Lagrange² et plus largement parmi les militants d'éducation populaire, dont il reste une figure importante³. On lira dans cet écart un indice de la marginalisation croissante de l'éducation populaire et de la coupure qui s'est instituée entre cet univers et le monde politique : pour des journalistes, la quinzaine d'années que Pierre Mauroy a consacrées pour une grande part à la Fédération Léo Lagrange n'ont manifestement pas d'importance dans son itinéraire politique, alors même que l'éducation populaire a été pourtant, au même titre que le syndicalisme, un des viviers de formation de militants politiques de gauche dans la seconde moitié du XX^e siècle.

De fait, Pierre Mauroy est loin d'avoir été l'unique socialiste engagé dans l'éducation populaire : des parlementaires, des élus locaux ont milité à différents moments de leur existence dans les associations, celles de la mouvance laïque autour de la Ligue de l'enseignement mais également dans d'autres organisations qui connaissaient un essor dans l'après-guerre. Si l'on s'en tient à des personnalités connues au plan national, André Philip avait fondé en 1944 ce qui allait devenir la FFMJC (Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture) qu'il présida jusqu'en 1968 et Michel Rocard devait jouer un rôle au sein de l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale) fondée en 1959. Mais Pierre Mauroy se distingue de ces personnalités par le fait qu'il n'a pas été simplement un militant ou un élu associatif mais que pendant une quinzaine d'années, de 1958 à 1972, il fut un « permanent des milieux de jeunesse », selon l'expression de l'époque, c'est-à-dire un de ces nouveaux professionnels des mouvements d'éducation populaire qui mettaient en œuvre avec les pouvoirs publics une politique dans le domaine de la jeunesse. De 1958 à 1965, ce fut même sa seule fonction officielle.

Son itinéraire personnel avant la renaissance du Parti socialiste s'apparente, comme il l'a lui-même indiqué dans ses ouvrages, à un aller-retour : une trajectoire « De la politique à l'éducation⁴ », à partir de 1951, suivie d'un retour à la politique sous l'effet de la « nostalgie de l'action politique⁵ ». A ce titre, l'engagement de Pierre Mauroy dans la Fédération Léo Lagrange illustre les rapports complexes qu'entretiennent le monde des partis politiques et l'univers de l'éducation populaire qui prétend à un

¹ *Le Monde* et *L'Humanité* y consacrent une ligne, *Le Figaro* ignore le fait et *Libération* indique que Pierre Mauroy « fonde en 1950 une fédération à Lille (sic) », baptisée du nom de « son héros » auquel « il consacrera un livre en 1997 ».

² Nous utiliserons l'expression Fédération Léo Lagrange pour désigner ce qui à l'origine s'appelait la Fédération nationale des clubs et équipes Léo Lagrange.

³ Même si curieusement Pierre Mauroy n'a pas sa notice dans G. POUJOL, M. ROMER, *Dictionnaire biographique des militants XIXe-XXe siècles : de l'éducation populaire à l'action culturelle*, Paris, l'Harmattan, 1996, où il apparaît à plusieurs reprises dans les notices d'autres militants.

⁴ Titre du chapitre 6 qui traite de la création de la Fédération Léo Lagrange dans P. MAUROY, *Héritiers de l'avenir*, Paris, Stock, 1977.

⁵ P. MAUROY, *Mémoires : « Vous mettez du bleu au ciel »*, Paris, Plon, 2003, p. 68.

engagement civique sans aller jusqu'à l'action politique proprement dite et qui aime à opposer « le » politique, noble et moral, à « la » politique qui inévitablement le serait moins. Le « socialisme au sens le plus élevé et le plus ouvert du terme⁶ » que revendique la Fédération Léo Lagrange porte la trace de cette ambivalence de l'éducation populaire face à la politique, même dans une association aussi liée qu'elle à un parti politique. Pierre Mauroy a réussi un exemple unique de transaction entre éducation populaire et « la » politique, au sens partitaire. C'est son itinéraire que nous nous proposons ici de retracer en rappelant que les années évoquées sont également celles de la formation d'un homme devenu par la suite un leader socialiste. Pierre Mauroy a 23 ans à la naissance de la Fédération Léo Lagrange en 1951, 41 ans en 1969 quand, au moment de la formation du nouveau Parti socialiste, son rôle à la fédération décline. C'est donc au cours de cette période, dans le cadre des Jeunesses socialistes et de la Fédération Léo Lagrange souvent étroitement confondues, qu'il rencontre ceux qui seront considérés par la suite comme des mauroyistes. Mais c'est également dans le cadre de ces fonctions qu'il a contracté des habitudes de travail, forgé des réseaux en France et à l'étranger et s'est peut-être en partie construit une culture politique. Au cours des mêmes années, il a contribué à inventer ce qui s'appelait la « cogestion », en particulier un certain nombre d'organismes qui pour être techniques et spécialisés n'en ont pas moins de l'importance pour le secteur Jeunesse éducation populaire dont il n'a été en revanche ni un intellectuel, ni encore moins un spécialiste de l'action culturelle ou pédagogique.

I) DE LA POLITIQUE A L'EDUCATION : LA FONDATION DE LA FEDERATION LEO LAGRANGE 1951-1958

La Fédération nationale des clubs et foyers Léo Lagrange naît officiellement lors du congrès de Nîmes des Jeunesses socialistes en mars 1951⁷. Le choix de Léo Lagrange comme nom de baptême s'impose comme une évidence après l'année 1950 qui a vu culminer l'entreprise d'héroïsation du jeune sous-secrétaire d'Etat du Front populaire par la SFIO mais plus particulièrement par ses Jeunesses socialistes⁸ : pour elles, Léo Lagrange personnifie un idéal mais renvoie également à un sommet de leur histoire, le Front populaire où elles étaient devenues un mouvement de masse. Or à la suite de l'épuration des militants trotskystes en 1947, le mouvement dont Pierre Mauroy est devenu secrétaire national « jeune »⁹ en 1950 connaît une période de très basses eaux et de stricte reprise en main par le parti qui le réduit à répercuter auprès des jeunes ses orientations. La figure de Léo Lagrange a l'avantage de mobiliser à l'intérieur du parti, en particulier dans le Nord dont est issu Mauroy qui ne cessera de rappeler l'attachement filial qui le relie à cet aquitain implanté dans le Nord¹⁰. Elle a également l'avantage de « parler » au-delà des socialistes. L'objectif proclamé de la fédération est en effet « devant l'indifférence de la jeunesse pour les problèmes politiques de déborder le cadre Jeunesses socialistes et d'aider toute formation qui pourrait s'adresser à un ensemble de jeunes, en

⁶ P. MAUROY, *Léo Lagrange*, Paris, Denoël, 1996, p. 210.

⁷ Même si la déclaration date du 12 nov. 1950 (*Journal officiel* du 12 déc. 1950). Sur l'histoire de la fédération : S. LERON, *La Fédération nationale des clubs de loisirs Léo Lagrange (1950-1970)*, 1999, TER d'histoire, Paris I ; C. DELMAS, « L'engagement militant par les loisirs et le sport : les clubs Léo Lagrange dans le Nord-Pas-de-Calais » dans *Sport en Nord*, C. DORVILLE dir., Villeneuve d'Ascq, Presses Univ. Septentrion, 2006, p. 13-44.

⁸ CH. BOUNEAU, « Léo Lagrange et la construction des jeunes générations socialistes : dynamiques et héritages », dans CH. BOUNEAU et J.-P. CALLEDE dir., *Léo Lagrange : une perspective de renouvellement dans la construction des jeunes générations ?*, Pessac, MSHA, 2012. Voir également la somme de CH. BOUNEAU, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969 : acteurs, discours, moments et lieux*, Pessac, France, MSHA, 2009 ainsi que M. FONTAINE, « Les socialistes, la jeunesse et les sports : perpétuer ou inventer ? » dans *Les socialistes français à l'heure de la Libération : perspectives française et européenne, 1943-1947*, N. CASTAGNEZ, F. CEPPEDE, G. MORIN et A.-L. OLLIVIER dir., Paris, L'OURS, 2016, p. 273-284.

⁹ Il existe également un secrétaire national « adulte », Henri Malacrida.

¹⁰ « Un héritage si naturel » titre de chapitre, dans P. MAUROY, *Léo Lagrange... op. cit.*, p. 193-226.

favorisant leur formation par un aspect culturel, sportif et touristique. C'est le rôle de la fédération. Elle permet tous les espoirs »¹¹.

Une organisation de masse dans le domaine des loisirs

L'objectif de la nouvelle fédération est de s'adresser aux jeunes que l'action strictement partisane ne peut toucher, dans l'espoir à long terme de les amener au socialisme, en contribuant à démocratiser le loisir dans un esprit hérité d'un Front populaire encore très proche – moins de quinze ans – et dont les fondements ont été rappelés dans un ouvrage édité en 1950, *Le message de Léo Lagrange*¹². La démarche n'est pas aussi novatrice que Pierre Mauroy a pu l'affirmer. Elle s'inscrit dans des tendances anciennes de l'histoire du mouvement socialiste international et français. Outre le Mouvement de l'enfance ouvrière que Pierre Mauroy entend dépasser, les activités de loisirs ont été intégrées précocement par les mouvements socialistes de l'Europe du Nord et par les Jeunesses socialistes françaises depuis les années 1930. Par ailleurs, certains des clubs qui se fédèrent à partir de 1951 témoignent de tentatives antérieures pour forger le socialisme dans le loisir comme le Club Lagrange que Robert Jésus-Prêt a initié à Perpignan à partir de 1945¹³. Hors de la famille socialiste, le projet présente des analogies avec l'UJRF (Union de la jeunesse républicaine de France) à la Libération, organisation de masse qui visait à toucher la jeunesse au-delà de sa matrice d'avant-garde communiste, sur laquelle elle se replia à partir de l'entrée en Guerre froide¹⁴. Pour recourir au vocabulaire des associations de jeunesse et d'éducation populaire de l'époque, le projet de la Fédération Léo Lagrange visait à partir d'un noyau « d'organisés » (ici les Jeunesses socialistes) à toucher les « inorganisés », c'est-à-dire la grande majorité des jeunes, qui ne faisaient pas partie d'un mouvement et que le caractère sélectif des mouvements de jeunesse ne pouvait permettre d'inclure facilement dans les Jeunesses. Ces mouvements avaient semble-t-il atteint leur apogée en termes d'effectifs dans les années d'après-guerre où ils auraient regroupé un jeune sur six – chiffre souvent cité mais qui n'a jamais pu être vérifié – avant de connaître des destins variés au cours des années 1950, les mouvements chrétiens connaissant, malgré leurs crises, une attractivité largement supérieure aux autres¹⁵.

Le projet de foyer Léo Lagrange s'inspire enfin des MJC (Maisons des jeunes et de la culture) dont les Jeunesses socialistes ont été parties prenantes avant de s'en éloigner à partir de 1946. Les communistes sont nombreux en leur sein, mais elles comptent également quelques anciens des Jeunesses socialistes trotskystes exclus et surtout de nombreux chrétiens, dont leur fondateur et président jusqu'en 1968, le socialiste André Philip. Figure de la SFIO, il n'a pour autant jamais caché sa foi protestante et il prône pour les MJC, une « laïcité ouverte » qu'il distingue de la laïcité d'abstention qui doit prévaloir à l'école¹⁶. Même si Madeleine Léo Lagrange a toujours officiellement le titre de

¹¹ *Luttes pour un monde meilleur. Organe de combat des Jeunesses socialistes*, Nouvelle série, n° 4, août-sep. 1951, p.1

¹² E. RAUDE et G. PROUTEAU, *Le message de Léo Lagrange*, Paris, La Compagnie du livre, 1950.

¹³ JÉSUS-PRÊT Robert, *Georges - Maitron*, http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article87897&id_article=87897, consulté le 30 janvier 2018. Il sera une des figures du sport à la Fédération Léo Lagrange avant son décès prématuré en 1972.

¹⁴ G. QUASHIE-VAUCLIN, *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956 : entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009, en part. p. 75-94.

¹⁵ F. TETARD, « Les mouvements de jeunesse furent-ils des mouvements de jeunes ? Quelques éléments de réflexion par rapport à la période des "Trente Glorieuses" », dans *Des jeunes et des associations*, B. ROUDET dir., Paris, L'Harmattan, 1996.

¹⁶ CH. CHEVANDIER, G. MORIN dir., *André Philip, socialiste, patriote, chrétien : colloque « Redécouvrir André Philip » tenu à l'Assemblée nationale les 13 et 14 mars 2003*, Paris, France, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005.

présidente d'honneur d'une fédération des MJC qui a, elle aussi, honoré Léo Lagrange en 1950¹⁷, ces structures sont suspectes aux yeux de nombreux militants SFIO. C'est le cas en particulier des très laïques Etienne Bécart et Gaston Roux, respectivement inspecteur général et directeur de la Jeunesse et des sports de 1948 à 1958, anciens du cabinet Léo Lagrange et soutiens de première heure de Pierre Mauroy¹⁸.

Le secrétaire national et le secrétaire général

Pierre Mauroy réalise en sa personne l'union des Jeunesses socialistes et de la Fédération Léo Lagrange, puisqu'il cumule jusqu'en 1958 les fonctions de secrétaire national de la première avec celles de secrétaire général de la seconde, entouré dans les deux cas par des parrains « adultes ». Au niveau national ce sont globalement les mêmes militants que l'on retrouve dans les instances, d'autant plus que l'activité de la fédération demeure malgré tout modeste jusqu'à la fin de la IV^{ème} République : le nombre de clubs locaux progresse mais reste limité, sans nécessairement des liens très forts avec le national.

Dès l'origine, une importante activité de voyages en France et à l'étranger, conforme à l'internationalisme socialiste et aux aspirations des jeunes, est organisée. Elle sera une des marques de la fédération dans le paysage des associations d'éducation populaire, d'autant plus qu'elle permet de financer d'autres activités. « Camarade pour tes congés payés, tu vas quitter ton usine, tes champs ou tes bouquins. PRENDS TON SAC ET PARS avec la Fédération » titre dès 1951 son programme d'été¹⁹. Du côté des Jeunesses socialistes, c'est l'atonie : elles se replient sur un rôle étroit d'organisation de cadres : « Les jeunesses socialistes "mollettistes" (sont prises) entre fidélité, autonomie et déliquescence » selon Christine Bouneau²⁰. Dans ce contexte maussade, le champ de l'éducation populaire peut donc apparaître comme un espace de compensation et d'expérimentation, tout en permettant de sauvegarder les relations avec une direction adultes de la SFIO avec lesquelles les tensions furent limitées, même pendant la Guerre d'Algérie. Cette perspective ne suffit pas toujours à susciter l'enthousiasme des jeunes militants : Daniel Mitrani, qui par la suite sera un pilier de la Fédération Léo Lagrange, confesse n'avoir porté aucun intérêt au projet de Pierre Mauroy pendant la IV^{ème} République²¹. Ce scepticisme était également celui de nombreux responsables « adultes » de la SFIO, à quelques exceptions près dont Maurice Deixonne, député SFIO du Tarn, spécialiste des questions d'éducation, qui devient le président de la fédération²² et sert de caution.

Le projet éducatif de la Fédération Léo Lagrange, qui se construit progressivement et se précise au cours des années 1950, se veut ouvert sur la vie, sur les pratiques de loisirs conformément à la tendance dominante de l'éducation populaire de son époque : une conception « séculière » pour reprendre l'image de Pierre Mauroy qui a mis en avant ce qui l'opposait au socialisme tel qu'il était conçu et surtout vécu par Guy Mollet, dont l'austérité toute monacale le choquait : « un bénédictin dans son abbaye, qui ne voulait connaître que les problèmes de son église », soit, selon lui, une forme

¹⁷ « Les paroles d'un précurseur : Léo Lagrange » in *Jeunesse et éducation populaire*, brochure FFMJC, 1950, archives de la FFMJC, Paris.

¹⁸ Etienne Bécart est de plus député de la circonscription d'Avesnes, celle de Léo Lagrange et pays d'enfance de Pierre Mauroy.

¹⁹ *Luttes pour un monde meilleur. Organe de combat des jeunesses socialistes (S.F.I.O.)*, n°3, juil. 1951 et n° 10, mai 1952, p. 8.

²⁰ CH. BOUNEAU, *Socialisme et jeunesse*, op.cit., p. 415.

²¹ D. MITRANI, *Entre les gouttes : souvenirs d'un vieux militant*, Paris, France, B. Leprince, 2006, p. 64.

²² Quelques éléments dans D. MITRANI, *Suzanne et Maurice Deixonne. Du printemps pour toute la vie*, Paris, Encyclopédie du socialisme, 2011.

desséchée et intellectualisée du socialisme, qui reposait sur l'étude et le livre²³. Il faut laisser de côté ce qui ce qui peut relever d'un jeu de justification *a posteriori* vis-à-vis d'un leader décrié que globalement le responsable des Jeunesses socialistes et de Léo Lagrange n'avait pas désavoué frontalement à l'époque. Mais au-delà des diversités de tempérament, de générations également, cette différence met en valeur l'opposition entre deux visions de la formation militante : une logique d'autodidaxie ascétique chez Mollet, tandis que Pierre Mauroy entendait défendre une formation, par l'expérience collective, qui fait écho aux principes de l'éducation populaire d'après la Seconde Guerre mondiale, tels qu'ils ont pu être définis par exemple dans le Manifeste de l'association « Peuple et culture »²⁴. « Rien ne l'intéressait [Mollet] que les idées qui pouvaient jaillir de ses papiers et de sa pensée. Les idées m'intéressaient aussi. Mais il me semblait que c'était au contact des gens qu'émergeaient les meilleures »²⁵. Cette logique trouve son expression dans un dispositif et une technique : le stage de formation et l'animation de groupe. Pierre Mauroy prône la nécessité d'une formation des militants par les voyages et les « techniques d'animation », car il est nécessaire « d'accrocher la jeunesse »²⁶.

L'opposition entre Guy Mollet et Pierre Mauroy porte sur le rapport à la norme scolaire en matière de formation d'adultes : ce que Pierre Mauroy développe à travers la Fédération Léo Lagrange remet en cause le modèle de l'école socialiste, socialiste certes, mais scolaire dans la forme et qui reste dominante au cours des années 1950 et 1960, par exemple dans le CNES (Centre national d'éducation socialiste) ou en 1969 à l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste)²⁷, l'ultime création de Guy Mollet, qui incarne « le socialisme des professeurs »²⁸.

Un enseignant des confins

Pierre Mauroy est lui aussi un enseignant, à l'image de nombreux socialistes et d'un bien plus grand nombre encore de militants d'éducation populaire des années 1950. Il a suivi l'itinéraire classiques des membres de sa génération : moniteur de colonies de vacances²⁹ et maître d'internat. Plus décisif, il devient, après son passage par l'ENNA (Ecole nationale normale d'apprentissage) de Cachan, professeur d'enseignement général de l'enseignement technique, appelé aujourd'hui professionnel. Il s'agit de l'ordre d'enseignement le moins considéré, loin bien entendu du second degré, mais également du premier degré qui tire de sa masse et de la force du SNI (Syndicat national des instituteurs) un certain prestige et une incontestable visibilité³⁰.

²³ P. MAUROY, *Héritiers de l'avenir*, Paris, le Livre de poche, 1981, p. 166. L'image est reprise dans P. MAUROY, *Ce jour-là*, Neuilly-sur-Seine, M. Lafon, 2012, p. 142-143 et dans P. MAUROY, *Pierre Mauroy : [entretiens avec Thierry Guerrier]*, Paris, M. de Maule, 2003, p. 15, où François Mitterrand est dépeint comme un amoureux de la vie, un anti-Mollet.

²⁴ V. TROGER, « De l'éducation populaire à la formation professionnelle, l'action de "Peuple et culture" », *Sociétés contemporaines*, 1999, vol. 35, n° 1, p. 19-42.

²⁵ P. MAUROY, *Ce jour-là...*, *op. cit.* p. 143.

²⁶ « Rapport de la commission désignée par le comité directeur [SFIO] sur les problèmes de la jeunesse » présenté par Pierre Mauroy, 1963, Archives socialistes, Fonds P. Mauroy, FP2_014.

²⁷ Voir F. CEPÉDE, « Les socialistes sur les bancs : des écoles aux universités d'été (1958-1999) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2000, n° 79, p. 101-120.

²⁸ On peut émettre l'hypothèse que le capital scolaire des militants engagés à Léo Lagrange était également plus faible – à génération comparable – que celui de socialistes engagés dans les formes plus classiques de militantisme éducatif et culturel.

²⁹ P. MAUROY P., *Léo Lagrange... op. cit.*, p. 209.

³⁰ Même si les centres d'apprentissage de l'époque jouissent sans doute à l'époque d'une image plus positive que celle des lycées professionnels d'aujourd'hui qui leur ont succédé.

L'enseignement technique, comme les associations d'éducation populaire, est un univers où le parti communiste disposait de fiefs importants à la Libération, et où les luttes avec les socialistes seront particulièrement affirmées tout au long des années 1950, bien davantage que dans l'enseignement primaire. Surtout les enseignants du technique, ont investi en nombre le militantisme d'éducation populaire et la tradition pédagogique qui est alors en train de s'y inventer est marquée par les rapports avec l'éducation extra-scolaire, d'autant plus que les responsables des centres d'apprentissage sous Vichy puis dans l'après-guerre sont pour une part importante d'entre eux des hommes et des femmes issus des mouvements de jeunesse³¹. Ce sont ainsi des personnels de l'enseignement technique qui ont expérimenté le foyer socio-éducatif et qui ont fondé en 1952 une des grandes fédérations d'éducation populaire, les AROEVEN (Associations régionales des œuvres éducatives de vacances de l'Education nationale), sous le nom alors d'AROEVET (de l'Enseignement technique)³². On peut faire l'hypothèse que la lucidité dont Pierre Mauroy fait preuve vis-à-vis des attentes culturelles des jeunes travailleurs tient peut-être à son enfance dans le Nord mais qu'elle doit sans doute également à sa fréquentation précoce des élèves des centres d'apprentissage, comme maître d'internat puis enseignant.

Même s'il n'a que très peu enseigné au cours de sa vie, Pierre Mauroy, fils d'instituteur, baigne donc dans un milieu enseignant, relativement spécifique, moins représenté au sein de son parti que les professeurs ou les instituteurs. Mais il faut surtout évoquer des détails qui pour être triviaux, n'en ont pas moins d'importance dans la construction d'une carrière politique. Un enseignant dispose sinon de temps, du moins d'une certaine facilité à organiser celui-ci : au cours des quatre années qu'il passe au centre d'apprentissage de Colombes, Pierre Mauroy consacre ses matinées à ses élèves, avec lesquels il expérimente des méthodes « différentes » et passe l'après-midi à sa chère fédération et à ses Jeunesses socialistes³³. Surtout à partir de début 1958³⁴, il va bénéficier en tant que secrétaire général de la Fédération Léo Lagrange d'une MAD (mise-à-disposition) jusqu'en 1972. Derrière ce sigle, se cache une procédure qui, depuis la Libération, permet aux associations d'éducation populaire laïques de bénéficier de postes d'enseignants déchargés de leur classe mais qui continuent à être rémunérés par l'Education nationale³⁵. Dans le cas de Pierre Mauroy, ce dispositif allait lui permettre de continuer à s'investir pour sa fédération et son parti, après avoir atteint la limite d'âge de 30 ans qui marque la fin de l'engagement possible dans les Jeunesses socialistes

II) Un permanent des milieux de jeunesse-éducation populaire 1958-1965

En 1958, Pierre Mauroy abandonne ses responsabilités à la tête des Jeunesses. Il avait quitté quelques mois plus tôt ses mandats syndicaux à la FEN (Fédération de l'Education nationale) puis au SNETAA (Syndicat national de l'enseignement technique apprentissage autonome). Secrétaire fédéral de la SFIO pour le Nord à partir de 1961, il ne retrouve de mandat politique national qu'à partir de 1963

³¹ V. TROGER, « Les centres d'apprentissage de 1940 à 1960 : le temps des initiatives », *Formation Emploi*, 1989, vol. 27, n° 1, p. 147-162.

³² Les associations régionales sont regroupés dans FOEVET, actuelle FOEVEN (Fédérations des œuvres...).

³³ P. MAUROY, *Héritiers de l'avenir*, Paris, Stock, 1977.

³⁴ Pierre Mauroy, *Mémoires... op. cit.*, p. 48 date sa mise à disposition de 1955, ce qui ne paraît pas compatible avec l'exercice d'un mandat syndical. Il est vraisemblable qu'il a confondu son détachement pour mandat syndical et celui auprès de Léo Lagrange qui ne peut dater que du printemps 1958 lorsque la fédération se dote de nouveaux statuts.

³⁵ Ce fut le cas de nombreux enseignants à l'époque, ainsi que le note Pierre Mauroy, qui évoque le cas de sa collègue et épouse, détachée auprès de Jeunesse et sports. P. MAUROY, *Léo Lagrange... op.cit.*, p. 212.

comme membre au comité directeur de la SFIO, mais comme simple suppléant. Pierre Mauroy se consacre donc à temps plein à « sa » fédération, à titre professionnel et militant.

Un jeune espoir des milieux de jeunesse

Les débuts de la Vème République constituent un retournement spectaculaire de la conjoncture pour l'ensemble les organisations de jeunesse et d'éducation populaire qui connaissent un important essor après une période initiale de face à face tendu avec le pouvoir gaulliste sur fond de Guerre d'Algérie. Plus spécifiquement, la crainte dans l'été 1958 de voir le nouveau régime mettre en place une politique autoritaire de la jeunesse conduit à la formation du GEROJEP (Groupe d'études et de recherche des organisations de jeunesse et d'éducation populaire) qui réunit l'intégralité des associations du secteur qui réussissent à dépasser le clivage entre laïques et confessionnels, ce qui constitue une première³⁶. Toutefois la nomination de Maurice Herzog aux fonctions de haut-commissaire à la Jeunesse et aux Sports en décembre 1958 s'accompagne d'un dégel progressif des relations entre les associations et le gouvernement gaulliste. Pierre Mauroy joue un rôle important dans cette politique des petits pas et conduit la première délégation qui rencontre officiellement Maurice Herzog en janvier 1959³⁷. Cette politique n'empêche pas la vigilance des associations en particulier sur la question algérienne : le GEROJEP initie en 1959 une enquête sur l'expérience militaire des jeunes en Algérie³⁸, Pierre Mauroy étant alors secrétaire général du GEROJEP. Association de fait, elle s'est dotée d'un exécutif tournant, assuré à tour de rôle par les représentants des différentes organisations qui le composent.

On retrouve les mêmes individus au sein du Haut comité de la Jeunesse, qui connaît une activité bien plus soutenue à partir de 1959, sur fond de mesures prises par le pouvoir gaulliste en matière de jeunesse, dans le contexte de l'arrivée à l'adolescence des générations du baby-boom. Pierre Mauroy, qui en était membre depuis l'origine en 1955, y est une personnalité qui compte, comme Marie-Thérèse Cheroutre (Guides de France), Michel Rigal (Scouts de France), Lucien Trichaud (MJC), Maurice Cayron (Organisation centrale des camps et activités de la jeunesse), Benigno Cacérès et Joseph Rovani (Peuple et culture)³⁹. Il est d'autant plus apprécié qu'il est la seule personnalité « jeune » dans cet univers. En dehors des représentants de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) et de ceux des mouvements d'action catholique spécialisée JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) qui sont jeunes mais perpétuellement renouvelés, les « milieux de jeunesse » sont composés de permanents d'âge mûr, ayant dépassé les 40 ans voire davantage. Pierre Mauroy a la trentaine et constitue l'exception « jeune » des milieux de jeunesse. C'est à ce titre également qu'il est mis en avant et qu'il donne d'ailleurs par son rayonnement une importance à sa fédération supérieure à ce que l'activité effective de celle-ci à l'époque aurait pu laisser supposer⁴⁰.

³⁶ COMITE D'HISTOIRE DES MINISTERES CHARGES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, *Maurice Herzog : un septennat pour une politique jeunesse et sports*, Paris, La Documentation française, 2013.

³⁷ *Bulletin de liaison du Haut comité de la jeunesse*, n°2, 16 fév. 1959, p. 4. Pierre Mauroy évoque « une relation franche et cordiale avec Herzog » dans *Jeunesse, Culture et loisirs*, n°4, jan-fév 1959.

³⁸ IRESCO, « De jeunes militants dans le contingent. L'enquête des organisations de jeunesse de 1959-1960 », dans *La guerre d'Algérie et les Français*, J.P RIOUS dir., Fayard, 1990, pp. 86-98.

³⁹ Voir leurs notices biographiques dans G. POUJOL, M. ROMER, *Dictionnaire... op. cit.*

⁴⁰ Témoignage de Paul Jansen auprès de l'auteur. Voir également le témoignage d'Henri Nallet dans le colloque « Pierre Mauroy ou la passion de la vie » où il présente Pierre Mauroy comme un « un responsable de premier plan et pour nous tous [jeunes militants de la JEC] une référence. De deux/trois ans notre aîné, [NB : Pierre Mauroy avait 11 ans de plus que lui] il était souvent celui auprès duquel nous allions chercher un renfort ». En revanche, contrairement à ce qu'indique H. Nallet, Pierre Mauroy n'a jamais été membre, *a fortiori* président du CFMJ (Conseil français des mouvements de jeunesse) qui était uniquement ouvert aux organisations

Un acteur de la cogestion

Dès 1959, le « benjamin » Mauroy exerce les fonctions de président de COGEDEP (Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes) qui est chargé de favoriser les voyages en France et surtout à l'étranger. Il dirige lui-même dans ce cadre une importante délégation en Israël en 1962 qui est le premier voyage d'une délégation officielle de dirigeants des organisations de jeunesse et il participe à d'autres voyages qui élargissent ses réseaux internationaux⁴¹. Il siège également, à partir de sa création en 1963, au conseil de l'OFAJ (Office franco-allemand de la jeunesse), organisme qui peut être assimilé de manière schématique à un organisme de cogestion dont COGEDEP a constitué le prototype. Au cours des années 1960, on entend par cogestion l'association par le gouvernement gaulliste des organisations de jeunesse et d'éducation populaire à l'élaboration d'une politique de jeunesse, qui a pour effet de placer les responsables des organisations de jeunesse en position d'administrateurs de services que l'Etat n'assumait pas directement mais finançait grâce à des subventions versées aux associations d'éducation populaire. Pierre Mauroy y trouvait matière à exprimer ses talents de gestionnaire et son sens du compromis : « Des contacts avec les pouvoirs publics, nous sommes obligés d'en avoir et les plus rebelles n'échappent pas à la règle. Il y a les antichambres, il y a les bureaux ; il est beaucoup plus sympathique d'être autour d'une table, de discuter ensemble, d'autant que nous avons l'élaboration, la gestion et le contrôle de nos réalisations », déclarait-il dès septembre 1959⁴².

Il a joué un rôle également dans l'élaboration du plus important des organismes de cogestion, le FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), destiné à financer les postes d'animateurs que la croissance des équipements socioculturels dans le cadre de loi-programme d'équipement à partir de 1961 et la croissance exponentielle de la fédération des MJC rendaient nécessaire. L'innovation par rapport aux organismes précédents vient de la présence de nouveaux partenaires, les collectivités locales qui abondent le fonds pour 50%. Au-delà des aspects techniques se jouaient des enjeux politiques importants concernant les rapports entre associations et municipalités, car l'Etat refusait d'assumer davantage le coût de la professionnalisation des animateurs, ce qui revenait à renvoyer la charge aux collectivités locales. Les fédérations d'éducation populaire considéraient avec méfiance cette perspective qui, selon elles, aurait limité la liberté des animateurs et des associations qui les emploieraient. C'était surtout la position de la fédération des MJC qui bénéficiait depuis son origine en 1948 d'une situation très favorable puisqu'elle percevait une subvention d'Etat pour rémunérer intégralement ses directeurs-animateurs qui échappaient ainsi au contrôle des collectivités locales. Pierre Mauroy défendait une position intermédiaire qui s'imposa de fait comme un compromis acceptable pour l'Etat et finit par être imposée à la fédération des MJC. Ce faisant il avait arraché pour sa fédération Léo Lagrange ses premiers financements de postes d'animateurs, 15, ce qui restait certes bien modeste par rapport aux moyens des MJC mais mettait fin à leur monopole de fait.

Pierre Mauroy était moins sensible que les responsables d'autres fédérations à la question des rapports avec les municipalités car l'implantation des foyers Léo Lagrange était au milieu des années 1960 assez circonscrite à des municipalités socialistes, en banlieue parisienne, dans le Nord-Pas de Calais, à Marseille et en Languedoc. Cet aspect permet de nuancer l'affirmation de Pierre Mauroy selon laquelle la Fédération Léo Lagrange était clairement distincte de la SFIO : elle baigne alors tant par ses

catholiques et protestantes. <http://lesamisdepierremauroy.com/wp-content/uploads/2015/11/Pierre-Mauroy-La-Passion-de-la-vie-colloque-table-ronde-2.pdf> consulté le 1er février 2018.

⁴¹ Voir le dossier COGEDEP Israël 1962, Fonds P. Mauroy, FP2_014.

⁴² Pierre Mauroy cité par F. TETARD, « La co-gestion promue par Maurice Herzog : un modèle ? », Rapport FNDVA, Mémoire et racines de la co-gestion, 1998, p. 68.

responsables que par son implantation dans le milieu socialiste. Cela ne signifiait pas que les relations étaient toujours simples, ni que tous les maires socialistes voulaient d'une gestion associative des équipements socioculturels. Des bastions historiques comme Limoges ou Clermont-Ferrand développaient des solutions purement municipales et entendaient bien se passer d'associations, fussent-elles « amies », comme la fédération Léo Lagrange. Quant à Lille, qui n'était pas encore la ville de Pierre Mauroy, elle restait tout au long des années 1960 une terre à conquérir pour la Fédération Léo Lagrange. Malgré tout Pierre Mauroy savait qu'il pouvait compter sur un réseau suffisant de villes partenaires pour permettre l'expansion de sa fédération, tout en défendant une gestion associative qui n'allait pas de soi auprès de beaucoup d'élus locaux SFIO, mais qui pouvait apparaître comme un signe de modernité, à l'heure des clubs et du développement associatif⁴³.

Sous l'éducateur, le politique

A l'extérieur comme à l'intérieur de la Fédération Léo Lagrange, les fonctions assumées par Pierre Mauroy sont typiquement les plus politiques, celles qui consistent à exprimer les positions de la fédération et à assurer sa représentation extérieure. Bien qu'officiellement permanent salarié, il assume de fait l'exécutif de la fédération, le président Deixonne assurant une présidence discrète : comme dans les autres associations d'éducation populaire des années 1960, c'est un responsable professionnel, un « permanent » selon l'expression de l'époque, qui dirige la fédération et nul ne songe à le contester⁴⁴. Le fonctionnement du siège fédéral reste assez informel, malgré le recrutement de collaborateurs comme Daniel Mitrani ou Guy Auzanneau à partir de 1958 ou Jacques Guénée⁴⁵. Directeur de la publication *Jeunesse, Culture et loisirs*, dont le premier numéro paraît au printemps 1958, Pierre Mauroy rédige l'éditorial mais non les contributions spécialisées qui sont confiées à des camarades qui vont progressivement se spécialiser dans les questions culturelles (Henri Marc pour le cinéma) ou militaires (Daniel Mitrani). Les textes de doctrine avec une dimension plus pédagogique ou encore philosophique sont de la plume de Maurice Deixonne, normalien agrégé de philosophe, qui engage également la fédération dans la lutte pour le droit à la contraception⁴⁶. Les interventions de Pierre Mauroy sont consacrées soit à la guerre d'Algérie soit à la campagne pour l'abaissement de la majorité à 18 ans qu'il porte au Haut comité de la jeunesse et dans la revue *Jeunesse* à partir de 1963, en lien avec ses fonctions au sein de la SFIO⁴⁷.

Pierre Mauroy a souligné le plaisir qu'il éprouvait à travailler au GEROJEP avec des personnalités venues d'horizons idéologiques variées, reprenant ici un discours commun à l'ensemble de ceux qui ont participé à ce qui a pu apparaître comme un âge d'or de la jeunesse et de l'éducation populaire. « J'ai vécu avec eux les heures exaltantes d'une période où la jeunesse était reconnue et présente dans l'actualité »⁴⁸. Au conseil d'administration du FONJEP il siège par exemple avec le général Dunoyer de

⁴³ Pour tous ces aspects, nous renvoyons à L. BESSE, *Les MJC, 1959-1981: de l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes*, Rennes, PUR, 2008.

⁴⁴ Voir à ce sujet, les analyses du sociologue Michel Amiot à propos des MJC : M. AMIOT, « La crise de la FFMJC », in *Esprit*, n° 387, déc. 1969, p. 771-786.

⁴⁵ Voir le témoignage de D. MITRANI, *Entre les gouttes : souvenirs d'un vieux militant*, Paris, B. Leprince, 2006.

⁴⁶ Voir par exemple *Jeunesse, Culture et loisirs*, n°9, sur les blousons noirs avec des articles de Henri Marc, Daniel Mitrani et Maurice Deixonne ou encore n° 11, mars 1961 avec un article politique de Pierre Mauroy sur COGEDEP (voir infra) p. 2, « Enquête sur la liberté auprès des adhérents » par Maurice Deixonne, p. 4-7, et « De Camus et de la liberté » par M. Deixonne, p. 11-16.

⁴⁷ Il est rapporteur de la commission du comité directeur sur les questions de jeunesse, Archives socialistes, Fonds P. Mauroy, Mauroy FP2_014. Voir également « Commission sur l'âge de la majorité », *Bulletin du Haut comité de la jeunesse*, n° 24, 3^{ème} trim. 1964, annexe 2, p. 28-30.

⁴⁸ P. MAUROY, *Mémoires... op. cit.*, p. 67 et Intervention de Pierre Mauroy lors du colloque « Histoire de l'éducation populaire », Villeneuve d'Ascq, 20 mars 2009.

Segonzac, fondateur de l'école des cadres d'Uriage en 1940, un des nombreux chrétiens actifs dans les milieux de jeunesse⁴⁹. Communistes et les cégétistes sont en revanche tenus à l'écart des instances de concertation entre jeunesse et pouvoirs publics. Pour Pierre Mauroy, l'action pour l'éducation populaire était d'autant plus gratifiante que l'action partisane était peu engageante tant l'étiquette SFIO était mal portée : « La France et sa jeunesse tournaient le dos aux socialistes (...) L'éducation permanente, c'était ma façon de militer, de servir le socialisme⁵⁰. Mais il ajoute ailleurs : « Dire que cette vie me satisfaisait pleinement serait peut-être exagéré⁵¹ », manière d'indiquer que le temps du repli était terminé au milieu des années 1960.

III) 1966-1969 : retour à la véritable politique

Le retour de Pierre Mauroy à l'action politique véritable s'est opéré progressivement, en rapport avec l'évolution d'une double conjoncture. La mise en ballotage du général de Gaulle par François Mitterrand en décembre 1965 inaugure symboliquement un champ d'opportunités pour la gauche, tandis que les relations entre les associations de jeunesse et le pouvoir se dégradent rapidement dès 1966, mettant fin aux « belles années » Herzog.

Si le mandat de conseiller municipal à Cachan en 1965 n'est pas de nature à modifier radicalement l'emploi du temps de Pierre Mauroy⁵², en revanche, les élections cantonales d'octobre 1967 le propulsent vice-président du conseil général du Nord, à la suite de sa victoire au Cateau-Cambrésis. Par ailleurs, s'il échoue à la députation en 1967, toujours dans le Nord, il va résider dans ce département à partir de 1969. Il s'éloigne progressivement de l'éducation populaire, même si officiellement il reste jusqu'en 1972, le numéro 1 exécutif de la Fédération Léo Lagrange auprès de laquelle il est toujours enseignant mis-à-disposition.

Le CEDEP, mouvement d'éducation populaire à caractère politique

A partir de sa création en 1966, le CEDEP (Centre national d'études et de promotion) accompagne la trajectoire de Pierre Mauroy qui le définit comme un « mouvement d'éducation populaire à caractère civique et politique »⁵³. Le sigle CEDEP s'inscrit dans la litanie des organisations en « EP » chère aux milieux d'éducation populaire. Il est même particulièrement en phase avec l'évolution en cours au milieu des années 1960 où des organismes gardent leur « EP » mais troquent « l'éducation populaire » pour « l'éducation permanente » ou « l'éducation et la promotion » comme le GREP (Groupe de recherche et d'étude pour la promotion rurale qui devient pour « l'éducation permanente ») ou encore la Ligue de l'enseignement, devenue en 1966 la LFEED (Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente). Le CEDEP se veut un prolongement de la Fédération Léo Lagrange, dont témoignent le programme de stages ou encore les pages culturelles de sa revue. Il s'agit pour Pierre Mauroy de proposer un débouché politique aux « animateurs qui ont donné dix, quinze ans de leurs loisirs aux activités de jeunes⁵⁴ », pour beaucoup des anciens des Jeunesses socialistes. Mais dans la logique de la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste) et des « clubs » il s'agit également d'amener à la politique partisane des militants éducatifs et culturels. Les clubs du CEDEP visent à « permettre aux individus et aux groupes adhérents de parvenir à un niveau plus élevé de conscience, d'initiative et de responsabilité afin de mieux dominer les évolutions et les mutations d'un monde qui

⁴⁹ Il siège pour le compte de l'UFCV, alors Union française des colonies de vacances.

⁵⁰ P. MAUROY, *Héritiers de l'avenir*, Paris, le Livre de poche, 1981, p. 143.

⁵¹ P. MAUROY, *Mémoires... op. cit.*, p. 67-68.

⁵² P. MAUROY, *Mémoires... op. cit.*, p. 68 indique à tort 1959

⁵³ *CEDEP*, n° spécial, avril 1966, éditorial de P. Mauroy, président du CEDEP.

⁵⁴ *Ibid.*

se transforme de plus en plus vite (...) à inciter ses membres à l'exercice de responsabilités au niveau de la vie professionnelle, sociale et politique et à la pratique d'un civisme d'initiative dans les manifestations de la vie quotidienne (...) à favoriser le développement de l'éducation permanente enfin réconciliée avec la plus haute idée qu'un peuple doit se faire de la politique, s'il entend rester maître de ses destinées (...) d'organiser les loisirs conçus comme une chance d'épanouissement de la personnalité et comme un facteur important de promotion individuelle et collective⁵⁵ ». Le vocabulaire utilisé et les thématiques mises en avant sont typiques de l'éducation populaire des années 1960 : l'élévation du degré de conscience, la réhabilitation de la cité, l'adaptation à une société en transformation, l'épanouissement de la personnalité, l'accent mis sur le groupe et non le collectif. On notera que le lexique est légèrement teinté du personnalisme d'origine chrétienne qui colore bien au-delà des organisations confessionnelles, l'éducation populaire de cette décennie⁵⁶, à l'exception notable de la Ligue de l'enseignement qui restait attachée à l'individualisme rationaliste laïque, comme sans doute les générations anciennes de militants SFIO. Il est tentant de lire dans ces propos l'inspiration du « socialisme du quotidien », cher à Pierre Mauroy dans les années 1970, où il le définit comme le refus (proclamé) du municipalisme et la reconnaissance du fait associatif et de la société civile, ce que l'éducation populaire des années 1960 appelait encore la « démocratie vécue »⁵⁷.

A l'épreuve des réalités, l'activité effective du CEDEP évolue rapidement dans un sens exclusivement politique au sens partitaire du terme : symboliquement, la réorganisation de sa revue à partir de 1969 s'accompagne de la disparition des ultimes allusions à l'éducation populaire⁵⁸. Il est donc logique que cet organisme ne soit resté dans la mémoire que comme le pendant du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) de Jean-Pierre Chevènement et l'ancêtre du courant B, un noyau de mauroyistes fidèles, dont beaucoup venaient de la Fédération Léo Lagrange et auparavant des Jeunesses socialistes⁵⁹.

Le contre-ministre de la Jeunesse

Pierre Mauroy n'a occupé aucun poste ministériel avant de devenir chef de gouvernement, à l'exception du poste de ministre de la Jeunesse... dans le contre-gouvernement de la FGDS formé par François Mitterrand en mars 1966, sur le modèle du *shadow government* britannique. Le contexte est celui de la nomination pour la première fois d'un ministre de la Jeunesse de plein exercice dans le gouvernement Pompidou, en la personne de François Missoffe. Désireux de mener une politique « globale » de la jeunesse et de marquer l'opinion sur une thématique trop abandonnée à la gauche selon lui, le nouveau ministre avait lancé une « opération Livre Blanc » qui devait reposer sur une vaste consultation de la jeunesse, au moment où la thématique du conflit de générations était à son apogée⁶⁰. L'arrivée à l'âge de la majorité des classes nombreuses du baby-boom pour les prochaines législatives alors fixées à 1968 faisait de la jeunesse un enjeu politique important. La commission nationale « Jeunesse » de la FGDS présidée par Pierre Mauroy élabore son programme présenté lors de la convention de Suresnes du 11 décembre 1966 qui met l'accent sur la participation des jeunes à la vie politique et sur la cogestion qui associe jeunes « inorganisés », associations et pouvoirs publics,

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ G. POUJOL (dir.), *L'éducation populaire au tournant des années soixante : État, mouvements, sciences sociales : Peuple et culture*, Marly-le-Roi, France, Institut national de la jeunesse, 1993.

⁵⁷ *Action socialiste Hebdo*, n°1, 17 mai 1979, p. 1. Ce journal fondé après le congrès de Metz est l'expression du courant B (Mauroy).

⁵⁸ Seconde série de *CEDEP*, à partir du n°20, 1969.

⁵⁹ F. CONORD, « Le parti pour enjeu : les jeunes générations de la SFIO dans les années 1960 », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 15 janvier 2008, n° 8, p. 55-68.

⁶⁰ Sur le ministère Missoffe, nous nous permettons de renvoyer à L. BESSE, « Un ministre et les jeunes : François Missoffe, 1966-1968 », *Histoire@Politique*, 2008, n° 4, n.p.

pour la gestion des foyers et maisons de jeunes, qu'il faut préférer à l'autogestion qui laisse de côté « la grande masse des jeunes qui n'ont aucun investissement »⁶¹. La position est conforme à ce qu'a été l'action de Pierre Mauroy depuis quinze ans.

Le Livre blanc rebaptisé plus modestement « Enquête sur la jeunesse » au printemps 1967 est devenu un enjeu suffisamment sensible pour que le gouvernement décide d'en reporter la publication après les législatives anticipées de mars 1967. Les provocations verbales de François Missoffe achèvent de détériorer les relations avec les organisations de jeunesse que le ministre a pris pour cible et qu'il cherche à contourner afin de réduire leur rôle de représentants des jeunes, prenant l'exact contrepied de son prédécesseur. Il cesse de réunir le Haut comité de la jeunesse et met en difficulté les trésoreries des fédérations en retardant le versement des subventions. Le FONJEP que quitte Pierre Mauroy en 1967 et le Haut-comité n'ont plus rien à voir avec ce qu'ils étaient deux années plus tôt.

Dans ses mémoires, Pierre Mauroy écrit qu'en 1970, il consacrait la moitié de son temps à la Fédération Léo Lagrange⁶². Si l'on en juge par ses archives, on constate un net ralentissement de son activité dans ce domaine dès 1967 ou plus exactement un repli sur sa fédération, à mettre en relation avec la croissance de ses activités strictement politiques mais également avec les difficultés des « milieux de jeunesse ». Il ne joue qu'un rôle limité dans le mai 68 des organisations de jeunesse dont le moment fort est l'occupation du FIAP (Foyer international d'accueil de Paris) qui débouche sur la création du CNAJEP (Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire), qui va succéder au GEROJEP : ses collègues de la Fédération Léo Lagrange, Daniel Mitrani et Jacques Guénée, sont plus engagés que lui⁶³. Les tensions avec Joseph Comiti, secrétaire d'Etat chargé, après mai 1968, de reprendre en main le secteur Jeunesse et sports, nécessitent un regain d'effort en 1969 pour défendre la Fédération Léo Lagrange mais l'essentiel pour Pierre Mauroy se joue désormais dans le nouveau parti socialiste.

La trajectoire de Pierre Mauroy reflète en apparence les relations qui unissaient éducation populaire et politique au cours des années 1950-1960 pour la gauche non communiste. Son action à la Fédération Léo Lagrange fut pour le jeune militant un moyen d'étendre l'influence et de diversifier l'action de son parti vers les jeunes au début des années 1950. Mais elle fut surtout un espace de repli au cours des premières années de la république gaullienne. Beaucoup de militants de gauche trouvaient alors dans l'action associative, particulièrement d'éducation populaire, un débouché pour leurs aspirations politiques frustrées mais également un espace de renouvellement des idées et des pratiques. Au cours de la décennie suivante, certains d'entre eux devaient exercer des responsabilités politiques, à la suite des élections municipales de 1971 et surtout 1977, où le vivier de militants associatifs fournit de nombreux élus⁶⁴. La ressemblance s'arrête toutefois là car Pierre Mauroy n'a cessé de tenir les deux formes d'engagement, parfois étroitement confondus, seule la part respective de chacun variant selon les contextes. Il était un homme politique « professionnel » engagé durablement en éducation

⁶¹ CH. BOUNEAU, *Socialisme et jeunesse... op. cit.*, p. 463-465.

⁶² P. MAUROY, *Héritiers...op. cit.*, p. 195.

⁶³ F. TETARD, « Le "68" des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. De l'occupation du FIAP à la création du CNAJEP », dans *Education populaire : le tournant des années 70*, G. POUJOL dir., Paris, l'Harmattan, 2000, p. 27-58.

⁶⁴ L. BESSE, *Les MJC, 1959-1981: de l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2008.

populaire, au sein d'une fédération très singulière : reconnue comme organisation d'éducation populaire laïque, malgré son insertion dans la « communauté socialiste », la Fédération Léo Lagrange fondée par un responsable des jeunesses socialistes peut apparaître comme un exemple réussi d'organisation éducative et culturelle social-démocrate selon le modèle des pays du Nord que Pierre Mauroy entendait imiter, y compris dans sa capacité à promouvoir des militants politiques locaux et nationaux.

Cette trajectoire s'inscrit dans un cycle de l'éducation populaire qui a été inauguré avec la Front populaire et incarné par la figure de Léo Lagrange. Les loisirs éducatifs et culturels en constituent le paradigme, qui ne subit que peu de remises en cause, à l'exception d'une polarisation grandissante sur la jeunesse, puis l'enfance après 1970. L'un des paradoxes – peut-être douloureux mais à notre connaissance Pierre Mauroy ne l'a pas exprimé en ces termes – tient à ce que le fondateur de la Fédération Léo Lagrange est parvenu au pouvoir au moment où cette conception vacillait au tournant des années 1980 : l'éducation populaire et l'animation socioculturelle qui avait pris sa suite apparaissaient désuètes, dépassées. L'abandon rapide du ministère du Temps libre, cette tentative pour relancer une politique du loisir confiée à André Henry en 1981-1983 signe un échec aujourd'hui oublié mais significatif⁶⁵. Il témoigne d'une difficulté à actualiser un programme d'éducation populaire : 1981 n'était pas 1936, ni même 1951.

⁶⁵ INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE, *Le Ministère du temps libre 1981-1983 : la « renaissance contrariée » du ministère de la Jeunesse et des Sports ?*, Marly-le-Roi, INJEP, 2004 et M. FONTAINE, *Une politique du temps libre ? : 1981-1983*, Paris, Éd. Fondation Jean Jaurès, 2011.